

OTC

1. Le Point

20 décembre 2021

Par Jérôme Fourquet

PRÉSIDENTIELLE : L'ARMÉNIE, UN ENJEU ÉLECTORAL ?

Après Éric Zemmour, Valérie Pécresse se déplace en Arménie. Un voyage tout sauf anecdotique au vu de la communauté arménienne vivant en France.

Sous l'effet de la visibilité accrue de l'islam en France (1989 : affaire de Creil, 2004 : loi sur le voile...) et des attaques terroristes islamistes (1995 : attentats du GIA et mort de Khaled Kelkal, 2001 : attentats du World Trade Center, 2012 : meurtres commis par Mohammed Merah, puis la vague d'attentats à partir de 2015), le sort des chrétiens d'Irak et de Syrie (et non plus de ceux du Liban) frappés par Daech va susciter la compassion, mais aussi être perçu par une partie des courants de la droite conservatrice et catholique comme une préfiguration de ce qui pourrait advenir dans une France, menacée par le spectre d'une guerre civile sur une base communautaire. La défaite des Arméniens chrétiens face aux Azéris musulmans, soutenus par Erdogan, a été perçue dans les milieux de la droite identitaire et conservatrice comme une nouvelle manifestation d'une guerre de civilisation. Se faisant, l'Arménie est devenue, dans le cadre de la campagne présidentielle, un enjeu symbolique important et une étape incontournable pour les candidats se disputant cet électorat.

La droite française, héritière de la vieille tradition de protection des chrétiens du Liban

Dans les années 1980, la cause des chrétiens du Liban, pays alors plongé dans la guerre civile, rencontra un large écho dans les milieux catholiques français. Collecte de fonds, accueils de familles, jumelages de paroisses : de très nombreuses initiatives fleurirent à travers lesquelles les catholiques français furent sensibilisés à cette cause humanitaire mais aussi à ce contexte géopolitique dans lequel, déjà à l'époque, une minorité chrétienne était victime de milices et de forces musulmanes. Sur un plan historique, en s'affichant au côté du général Aoun, Philippe de Villiers, Jean-François Deniaud et François Léotard s'inscrivaient dans la vieille tradition française de protection des chrétiens du Liban. La France avait ainsi reçu de la SDN un mandat au Levant au lendemain de la guerre de 1914-1918 et quelques décennies plus tôt, en 1860, Napoléon III avait envoyé des troupes au Liban pour mettre fin aux massacres de chrétiens par les Druzes. Comme le rappelle Jean-Louis Thiériot*, cette relation privilégiée remontait même à Saint-Louis, qui dans le cadre de la 7^e croisade s'était déclaré le protecteur des communautés chrétiennes du mont Liban, François I^{er} obtenant, quant à lui, au travers d'un traité signé avec le sultan Soliman, la garde des lieux saints et la présence des représentants du royaume de France dans cette région. Si les différents régimes et les gouvernements successifs ont entretenu cet héritage, le courant de la droite catholique s'y est toujours montré particulièrement attaché.

Du martyre des chrétiens d'Orient au meurtre d'un prêtre normand : l'émergence d'un péril islamiste pour toute une partie de la droite catholique

Dans un pays comme le Liban, où les tensions communautaires ont mené jusqu'à la guerre et où la question des rapports de force démographiques est cruciale, le leader maronite Bachir Gemayel inventa le terme de « dhimmitude » (du terme arabe « dhimmi ») pour désigner le statut de sous-citoyen, s'appliquant à tout chrétien vivant dans un pays majoritairement musulman. Ce concept a été repris en France depuis une dizaine d'années par des représentants de la droite nationale. Il a notamment été popularisé par Philippe de Villiers qui l'emploie régulièrement. La reprise de ce concept s'accompagne de l'importation, en France, de la thématique de la guerre communautaire et de la nécessaire défense des chrétiens face à la volonté de domination des musulmans.

Durant la période d'expansion territoriale de Daech, de nombreux reportages ont fait état des exactions que l'État islamique a fait subir aux minorités chrétiennes. Dans les territoires contrôlés par Daech, les chrétiens avaient le choix entre se convertir, payer un lourd impôt ou mourir. Pour échapper à ce sort, beaucoup ont fui, notamment lors de la prise de Mossoul et des villes chrétiennes avoisinantes (Qaraqosh, Amdaniya et Bartella) à l'été 2014. D'autres n'ont pas eu cette chance et ont été exécutés. Ces massacres, relatés dans la presse catholique et de la droite conservatrice**, n'ont pas été cantonnés à la zone irako-syrienne. En février 2015, les hommes de Daech en Libye procédèrent à l'exécution de 21 Coptes égyptiens. Les populations chrétiennes étaient visées, mais également tous les lieux symboliques de la présence chrétienne. Ainsi, en mars 2015, le groupe djihadiste détruisit, dans le nord de l'Irak, un ancien monastère du IV^e siècle, Mar Behnam, qui possédait l'une des plus anciennes bibliothèques d'ouvrages syriaques. Au mois d'août de la même année, le monastère ancestral de Saint-Éliane, près de la ville syrienne de Qaryatayn, subissait le même sort.

À LIRE AUSSI Arthur Chevallier - L'Arménie, symbole de la malhonnêteté de l'Europe
Dans ce contexte géopolitique très chargé, l'égorgement en France du prêtre Hamel le 26 juillet 2016 est venu raviver dans les milieux catholiques conservateurs la crainte d'être un jour dhimmi dans son propre pays, avec tous les risques que cela comporte. Une tribune publiée par le site Boulevard Voltaire et intitulée : « La dhimmitude ou le martyr », traduisait bien cet état d'esprit : « Le père Hamel est mort parce qu'il était prêtre et qu'il venait de célébrer le sacrifice de la messe, avec quatre fidèles, quasiment seul, dans l'indifférence absolue de ses concitoyens. C'est le même martyr que celui de tous les chrétiens d'Orient lâchement abandonnés par l'Occident qui ne sait répondre que par sa lâcheté, ses larmes de circonstance et sa considération diplomatique. [...] Nous avons le choix entre la dhimmitude et le courage, et peut-être le martyr. »
L'égorgement d'un vieux prêtre a notamment fait ressurgir, dans la mémoire des catholiques français, le martyr des moines de Tibhirine, affaire qui fut abondamment commentée à l'époque. Même si un flou existe sur les auteurs de cette exécution groupée, membres du GIA et services secrets algériens étant cités, il s'agissait, ici aussi, d'hommes d'Église, âgés, pacifiques et massacrés. Le contexte était celui de la guerre civile algérienne, et le parallèle renvoyait, du coup, à l'image d'une barbarie islamiste menaçante, qui n'hésitait pas à s'en prendre de la manière la plus abjecte à des hommes de paix.

Cette idée d'une exposition à une violence sans limite émanant d'islamistes fanatisés a été alimentée par un second parallèle effectué avec la situation tragique des chrétiens d'Orient. Le père Pierre-Hervé Grosjean écrivait ainsi sur le Padreblog, article repris par Famille chrétienne le 27 juillet 2016 : « Un prêtre irakien m'avait dit : "Si vous ne les arrêtez pas, vous aurez chez vous ce que nous vivons. Nous y sommes. L'horreur que vivent nos frères chrétiens d'Irak ou de Syrie est survenue ici, chez nous dans une petite ville de Normandie, à une heure trente de Paris." » Le mode opératoire, l'idéologie des auteurs et le fait qu'ils aient été « téléguidés » depuis la zone irako-syrienne, installaient brutalement un continuum entre ces pays en guerre, où les minorités chrétiennes étaient massacrées par Daech et le coeur même de la France, où les catholiques pouvaient désormais être égorgés. Cette attaque perpétrée au beau milieu de l'été dans une paisible petite ville de province signa le surgissement de la guerre et de la barbarie djihadiste. Un sentiment d'horreur et d'effroi s'empara de la communauté catholique, mais la colère était également manifeste, comme l'expriment les mots du père Grosjean : « Pas d'angélisme, pas de naïveté, pas de déni, une guerre ne se mène pas à moitié. » L'attaque contre la basilique de Nice le 29 octobre 2020 provoqua un nouveau choc dans la population et tout particulièrement parmi les catholiques.

Ce qui se trame alors dans l'imaginaire collectif, ce sont les images des massacres et persécutions que subissent les chrétiens d'Orient depuis plusieurs années en Irak, en Syrie mais aussi en Égypte de la part des islamistes. Pour certains catholiques, le sort des chrétiens d'Orient serait la préfiguration de ce qui pourrait, dans un avenir proche, guetter les catholiques français du fait de la radicalisation d'une part de la communauté musulmane et de la modification des équilibres démographiques. Nous touchons là un point essentiel.

Parallèlement, une génération après la mobilisation en faveur des chrétiens du Liban, le martyre des chrétiens d'Orient est venu réactiver les réflexes et les réseaux de solidarité dans la France catholique et conservatrice. Différents organismes s'activent pour venir en aide à ces coreligionnaires chrétiens persécutés et entretiennent la mobilisation humanitaire, et par la même occasion, l'idée d'une chrétienté menacée auprès des catholiques français. Ces derniers se montrent particulièrement touchés puisque, selon Marc Fromager, directeur de l'oeuvre missionnaire Aide à l'Église en détresse (AED), la France ne représente pas moins de 25 % de la collecte mondiale de l'AED.

Primaire de la droite en 2016 et présidentielle de 2017 : Fillon se pose en défenseur des chrétiens d'Orient

Mais cette mobilisation humanitaire revêtait également une dimension idéologique évidente pour toute une partie de la droite et de la droite radicale française. Ainsi, en 2014, Robert Ménard annonçait le jumelage de sa ville de Béziers avec le village syrien de Maaloula, frappé par Daech. Proche des milieux catholiques conservateurs de l'ouest de la France (représentés notamment par une figure comme Bruno Retailleau, qui fut l'un de ses plus fidèles soutiens), François Fillon aborda quant à lui, dans le cadre de sa campagne à l'investiture de la droite, à de nombreuses reprises le sort des chrétiens d'Orient, auquel il avait été sensibilisé par Jérôme Chartier, bras droit lors de sa campagne, et député de la 7^e circonscription du Val-d'Oise, abritant une importante communauté assyro-chaldéenne (à Sarcelles et Saint-Brice, notamment). François Fillon se rendit ainsi plusieurs fois au Kurdistan irakien et visita des camps de réfugiés. Il participa également à un meeting en soutien aux chrétiens d'Orient, au cirque d'hiver en juin 2015, en présence, entre autres, de Valérie Pécresse, à l'époque députée de la 2^e circonscription des Yvelines (dite « circonscription de Versailles-Chevreuse », territoire marqué par la présence significative du milieu catholique conservateur) et de Bruno Retailleau.

Si cette cause des chrétiens d'Orient était moins fédératrice que la défense de la famille traditionnelle après la mobilisation de La Manif pour tous, elle est néanmoins chère à une partie de la France catholique : 67 % des catholiques pratiquants se disaient ainsi favorables à l'accueil de chrétiens d'Orient en mai 2016. Et si la ligne conservatrice et de droite décomplexée retenue par François Fillon a rencontré un écho dans les milieux catholiques de droite, c'est également parce qu'il a abordé sans fard la question de l'islam et de l'islamisme. Ses prises de position sur ce sujet sont ainsi apparues parfaitement en phase avec l'état d'esprit de nombreux catholiques. Dans son livre *Vaincre le totalitarisme islamique*, le Sarthois écrivait : « Il n'y a pas de problème religieux en France. Il y a un problème lié à l'islam. » Dans la même veine, il rappela à de multiples reprises qu'il était opposé à l'adoption de nouvelles mesures plus strictes en matière de laïcité, car elles auraient, selon lui, comme effet de brider l'expression des convictions religieuses, notamment celles des chrétiens qui deviendraient en quelque sorte des victimes collatérales des tensions existant entre la République et une partie de la population musulmane. Cet argument fut reçu cinq sur cinq

dans les milieux de la droite catholique, qu'il s'agissait de mobiliser dans le cadre de la primaire de la droite.

De la même façon, François Fillon afficha une ligne très dure et sans ambiguïté pour ce qui est de l'attitude à adopter face aux djihadistes français combattant en Irak et en Syrie, en déclarant qu'il ferait en sorte que le plus grand nombre d'entre eux soit neutralisé sur place de manière à restreindre le nombre de djihadistes rentrant en France. Fillon a donc tout fait pour être soutenu massivement par les catholiques de droite, et il semble qu'il ait été effectivement entendu au regard des résultats de la primaire. En effet, 59 % des sympathisants Les Républicains se déclarant catholiques pratiquants votèrent pour lui lors du premier tour de la primaire (contre 51 % de l'ensemble des sympathisants Les Républicains). Et au premier tour de l'élection présidentielle, les catholiques pratiquants furent le segment électoral qui se mobilisa le plus massivement pour François Fillon, avec un score de 46 %.

Le tableau ci-dessous fait par ailleurs ressortir un survote massif en faveur de François Fillon au Liban. Ce vote traduit le poids de la communauté chrétienne franco-libanaise, population traditionnellement favorable à la droite et qui fut elle aussi sans doute sensible au plaidoyer appuyé du candidat des Républicains en faveur des chrétiens d'Orient et à sa dénonciation du péril islamiste.

Le vote des Français de l'étranger au premier tour de l'élection présidentielle au Liban (Ensemble des Français de l'étranger/ Français de l'étranger vivant au Liban)

Macron 40,4 % / 16 %

Fillon 26,3 % / 61 %

Mélenchon 15,8 % / 6,6 %

Le Pen 6,5 % / 12,3 %

L'analyse détaillée par bureaux de vote vient valider cette hypothèse et démontrer la persistance des clivages ethno-religieux et idéologique au pays du Cèdre, ces clivages se retrouvant au sein des ressortissants français (dont beaucoup sont binationaux et non pas des expatriés). Le vote Fillon est ainsi extrêmement massif dans les bureaux de vote situés à Beyrouth-Est (partie

chrétienne) alors que l'écart avec Macron est moins important à Beyrouth-Ouest (partie musulmane de la ville). On observe également que ces quartiers ont davantage voté Mélenchon et nettement moins voté pour Le Pen que les bureaux situés en zone chrétienne.

Le vote des Français de l'étranger à Beyrouth : une ville toujours coupée en deux

Le clivage se retrouve également dans le reste du Liban avec un survote pour Fillon et Le Pen à Jounieh, fief maronite, tandis qu'à Saïda et Tripoli, en zone musulmane, Macron et Mélenchon résistaient davantage.

En France, on constata également un survote en faveur de François Fillon dans deux bureaux de vote situés au nord de Sarcelles, avec un score de 29 % (contre 22 % en moyenne dans la ville) dans ces bureaux où les Assyro-Chaldéens représentent une part non négligeable du corps électoral.

L'Arménie, nouvel enjeu d'une compétition pour capter l'électorat catholique conservateur

En septembre 2020, une guerre éclate au Haut-Karabakh, enclave arménienne en territoire azéri. Les forces azéries, bien armées, équipées de drones et soutenues par la Turquie (qui enverra sur place plusieurs milliers de mercenaires syriens) vont prendre le dessus et remporter la guerre au terme de 44 jours de conflit. En raison de leur lourde défaite, les Arméniens de la république d'Artsakh (nom de la république autoproclamée du Haut-Karabakh) vont perdre de nombreux territoires et se réfugieront par milliers en Arménie, abandonnant, la mort dans l'âme, leurs villages, leurs églises et leurs monastères, dont celui de Davidank, un des plus importants lieux spirituels de l'église arménienne.

En France, l'importante communauté d'origine arménienne se mobilisera et manifesterà sa solidarité. Elle fut rejointe et soutenue par différentes personnalités de droite, dont Valérie Boyer, sénatrice LR des Bouches-du-Rhône, mais qui fut auparavant députée d'une circonscription abritant le quartier historique d'implantation des Arméniens de Marseille. Elle déposa au Sénat une demande de reconnaissance de la république d'Artsakh et déclara à ce propos sur sa page Facebook : « S'opposer à l'avancée de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh, c'est aussi s'opposer à l'expansion de l'islam turc à travers l'Europe. » La sénatrice, qui fut une proche de François Fillon, fut rejointe par un autre filloniste, Bruno Retailleau, qui tiendra des propos assez similaires : « Les

populations arméniennes sont à nouveau martyrisées dans le Haut-Karabakh. Il est temps de s'opposer à l'expansionnisme néo-ottoman de M. Erdogan ! »

Ces propos montrent bien que, au-delà de la préoccupation humanitaire, ce soutien était également motivé par une vision géopolitique claire s'inscrivant dans une lutte contre l'islamisme, incarné en l'espèce par Erdogan. La prise à partie de membres de la communauté arménienne et la manifestation pro-turque, organisée par des personnes se revendiquant des Loups gris (organisation ultranationaliste turque, soutenant Erdogan et ayant des ramifications en Europe) le 28 octobre 2020 à Décines-Charpieu, commune de la région lyonnaise abritant une importante communauté arménienne***, vinrent renforcer l'idée d'une menace islamiste et néo-ottomane, s'exerçant jusque dans l'Hexagone. Quelques jours plus tard, le Centre national de la mémoire arménienne, situé dans cette ville, était tagué par des slogans à la gloire des Loups gris.

300 000 à 400 000 individus

C'est dans ce contexte politiquement et symboliquement très chargé qu'il faut replacer la visite à quelques jours d'intervalle d'Éric Zemmour et de Valérie Pécresse en Arménie. Pour les candidats, il s'agit certes d'essayer de parler à l'électorat d'origine arménienne vivant en France et estimé à 300 000 à 400 000 individus, dont une partie est acquise à la droite (dans les deux bureaux du quartier de Beaumont et de Saint-Julien dans le 12^e arrondissement de Marseille, où le poids de la communauté arménienne est la plus importante, François Fillon obtint 29 % des voix contre 22 % en moyenne dans l'arrondissement)****, mais aussi et surtout de capter le vote de l'électorat catholique conservateur, sensibilisé au sort des Arméniens*****. Après les chrétiens d'Irak et de Syrie, les Arméniens constitueraient en effet les avant-postes d'un camp chrétien menacé par la poussée islamiste. Cette représentation géopolitique transparaissait très clairement dans les déclarations faites sur place par Éric Zemmour pour qui « l'Arménie est un pays au coeur de la guerre de civilisations » et « une nation chrétienne, qui entend le rester, au milieu d'un océan islamique ». Le choix des lieux visités par Éric Zemmour et Philippe de Villiers, et des images produites lors de ce déplacement, s'inscrivait dans la même grille de lecture. Ils se rendirent ainsi notamment au mémorial des victimes du génocide arménien de 1915 à Erevan et au monastère millénaire de Khor Virap, premier lieu saint d'Arménie, à quelques kilomètres seulement de la frontière turque.

À l'heure où la qualification pour le second tour est très disputée, le soutien de l'électorat catholique conservateur constitue un enjeu stratégique à la fois pour Valérie Pécresse et pour Éric Zemmour. Capter ses voix, qui avaient constitué le noyau dur de l'électorat filloniste en 2017, passe désormais non plus par l'Irak ou la Syrie mais par l'Arménie.

2.Le Figaro

24 décembre 2021

Par Emmanuel Galerio

EN ARMÉNIE, PÉCRESSE S'ALARME DU SORT DES CHRÉTIENS D'ORIENT

En Arménie, Pécresse s'alarme du sort des chrétiens d'Orient

La candidate LR à la présidentielle s'est rendue à Erevan et dans le Haut-Karabakh pour porter des messages d'espoir aux Arméniens.

EMMANUEL GALIERO
egaliero@lefigaro.fr
ENVOI SPÉCIAL EN ARMÉNIE

PRÉSIDENTIELLE Trois puissants 4-4 noirs s'enfoncent, au petit matin, dans la nuit d'Erevan. Valérie Pécresse est assise avec ses dossiers dans le seul véhicule blindé du cortège. Direction plein est vers la République autodéterminée du Haut-Karabakh. Cette troisième visite en Arménie est aussi le premier déplacement de sa campagne à l'étranger. Pendant les trois jours de son déplacement, la candidate LR a été reçue comme un chef d'État par le président de la République d'Arménie, Armen Sarkissian, le président du Parlement ALEN SIMONYAN, le ministre des Affaires étrangères ARARAT MIRZOYAN, et même le Catholique, le patriarche de l'Église arménienne, qui lui a accordé une audience dans sa résidence d'Etchmiadzin, à quelques kilomètres de la capitale. Valérie Pécresse a terminé son séjour mercredi par une immersion dans le Haut-Karabakh, reçue à déjeuner par Arayik Haroutiounian, le président de la petite République autodéterminée d'Artsakh.

Il y a un an, entre septembre et novembre 2020, le Haut-Karabakh fut le théâtre d'une guerre de 44 jours. « Une épuraton ethnique », accusent les Arméniens, en dénonçant une agression ayant fait 4000 morts et chassé près de 80000 personnes victimes des militaires venus de l'Azerbaïdjan voisin avec l'aide de la Turquie et de djihadistes syriens. « Ce qui est arrivé est un aveu de culpabilité pour l'Europe tout entière. Nous commettrions une faute politique en pensant que ce conflit ne nous concerne pas. Nous, nous ne sous-estimons pas la montée des périls ici au Caucase. C'est pour cela que j'ai dit à votre président et à votre ministre des Affaires étrangères, que la guerre à bas bruit qui continue ces derniers jours avec des attaques régulières sur le territoire même de la

Mon attachement à l'Arménie ne date pas d'hier. C'est un pays que je connais bien et que j'ai connu quand il était encore une République de l'Union soviétique dans les années 1990. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle je suis bien reçue

VALÉRIE PÉCRÉSSE

République d'Arménie, doit cesser. Et j'appelle à la libération sans conditions des 51 prisonniers qui restent aujourd'hui détenus en Azerbaïdjan ». Ces mots, Pécresse tenait à les prononcer autant à Erevan, la capitale de l'Arménie qu'à Stepanakert, celle de la République d'Artsakh.

Et pour renforcer encore son message, la candidate a fait le déplacement avec Michel Barnier, son conseiller international (lire ci-dessous) et Bruno Retailleau, cheville ouvrière d'un voyage aussi dense que millimétré. Elle lui a demandé de préparer l'agenda de ses premiers mois à l'Élysée.

Le sénateur de Vendée avait créé au Sénat le groupe de soutien aux chrétiens d'Orient en 2015, comme Valérie Pécresse l'avait fait à l'Assemblée lorsqu'elle était députée. Mais pour Bruno Retailleau, le sujet est vraiment devenu « brûlant », à l'automne 2020 lors de l'attaque du Haut-Karabakh. Le parlementaire a fait voter massivement une résolution au Sénat pour reconnaître cette république comme l'avait fait l'Île-de-France.

Le choix de l'Arménie est une initiative de la candidate, prise dès le jour de sa victoire à la primaire, le 4 décembre. Elle l'a dit à Bruno Retailleau, très investi sur le sujet. Le sénateur a profité d'un passage du ministre des Affaires étrangères arménien à Paris pour lui soumettre le projet, incluant l'immersion dans le Haut-Karabakh.

Hommage à une nation

Cette opération a exigé une préparation méticuleuse, avec la complicité des autorités arméniennes et de celles du Haut-Karabakh. Les véhicules de la présidence d'Artsakh ont été mis à disposition de la délégation française car il fallait sécuriser la traversée d'une dizaine de checkpoints contrôlés par l'armée russe dans le « couloir de Latchine ». La seule voie d'accès au territoire enclavé est accessible après plusieurs heures de route glacée dans les



montagnes. Mercredi, le convoi de Valérie Pécresse est resté bloqué par un semi-remorque posé en travers du chemin et finalement délogé par un tracteur faiblard au bout de quarante minutes.

« C'est évidemment un voyage symbolique pour Valérie Pécresse : la période juste avant Noël, la référence aux chrétiens d'Orient. » Bruno Retailleau voit aussi ce déplacement comme un hommage rendu à une nation qui « sait parfaitement que l'histoire des hommes, c'est l'histoire des civilisations ». Et en assumant de tels messages, Valérie Pécresse signe, selon lui, le « retour de la droite ». « Je pense qu'elle va gagner », confie le parlementaire pendant que son chauffeur échange par talkie-walkie avec les autres responsables du convoi. « Mais ce qui est important pour Valérie, c'est de montrer, contrairement à Macron qui a gouverné seul, Le Pen qui n'a pas d'équipe et Zemmour qui s'improvise, qu'il y a des talents derrière elle. Car relever la France dans l'état où Emmanuel Macron va nous la laisser, ce n'est pas une femme ou un homme seul qui pourront y arriver mais une équipe de France. Et il ne faudra surtout pas édulcorer le programme, au contraire. »

D'ailleurs, pour la candidate à la présidentielle, cette visite au cœur de la tragédie arménienne, est une oc-

casation de réaffirmer sa différence avec Emmanuel Macron. Elle le fait devant la presse locale, avec un ton grave et réfléchi. « J'ambitionne de prendre de très hautes responsabilités dans mon pays et si je suis élue présidente de la République, je souhaite prendre un certain nombre d'initiatives diplomatiques, parce que je ne suis pas certaine que la France ait été à la hauteur des événements ici en Arménie. Au-delà des déclarations, il faut des actes. »

Si la candidate a rappelé que la France, par la voix de son président, avait immédiatement dénoncé l'agression et nommé les agresseurs du Haut-Karabakh, elle estime néanmoins que l'ambition s'est limitée aux paroles. C'est aussi pour cette raison qu'elle a choisi de venir en Arménie avant la présidentielle. « Emmanuel Macron est venu au moment du sommet de la francophonie, jamais en visite bilatérale. Moi, cette visite, je la fais avant même d'être élue », précise-t-elle.

Membre de sa délégation, Ara Tanyan, coprésident du conseil de coordination des organisations arméniennes de France, salue le geste de la candidate alors qu'elle découvre un incroyable centre de réhabilitation des blessés de guerre aménagé dans l'un des plus anciens bâtiments d'Erevan. « L'Arménie est le premier

pays chrétien, baigné dans un océan de pays musulmans et dans un contexte mondial où l'existence des chrétiens d'Orient fond comme neige au soleil. Dans cette région du monde, l'Église arménienne est encore la seule qui tienne encore debout », insiste-t-il, avant d'ajouter : « Malheureusement, on a entendu M. Macron au début de la crise mais depuis, on en est restés au ministère de la parole. »

Le 11 décembre, Eric Zemmour avait effectué lui aussi un voyage en Arménie. La percussive des deux agendas fait un peu désordre, mais chez Pécresse on est convaincu que le candidat l'a fait exprès. Au final, on se rassure en estimant que les deux visites ne souffrent aucune comparaison en termes de « crédibilité ». « Mon attachement à l'Arménie ne date pas d'hier. C'est un pays que je connais bien et que j'ai connu quand il était encore une République de l'Union soviétique dans les années 1990. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle je suis bien reçue », se réjouit Pécresse en savourant l'intensité de ces trois journées au cours desquelles elle a promis de s'impliquer fortement « durant les cinq années qui viennent » en faveur de la paix et du développement. « L'Arménie, c'est plus qu'un pays, c'est aussi un message que l'on envoie au monde : les chrétiens ont toute leur place en Orient. » ■

3. Le Journal du Dimanche

26 décembre 2021

FRANCE ET ARMÉNIE, NOS DESTINS SONT LIÉS

**Le Journal
du Dimanche**

Opinions & Controverses

France et Arménie : nos destins sont liés

Par Valérie Pécresse, Bruno Retailleau et Michel Barnier

NOUS AVONS SOUHAITÉ

nous rendre en Arménie, à quelques jours de Noël. Nous y avons vu le courage d'un peuple, digne dans l'épreuve, affichant face aux provocations extérieures, celles de puissants voisins qui voudraient le réduire, la puissance intérieure des âmes fortes, la résistance intacte de ceux qui savent

à la suite d'Ernest Renan qu'une nation est avant tout un principe spirituel. Nous avons aussi entendu les mots de ce pays-messager car l'Arménie, du fond de sa douleur, a quelque chose à nous dire. À nous, Européens. À nous, Français.

Ce qu'elle nous dit, c'est ce que nous ne disons plus : la dignité d'un peuple réside d'abord dans sa souveraineté. Et s'il est un peuple qui connaît le prix d'une nation souveraine, qui l'a payé de son sang à travers le génocide de 1915, c'est bien le peuple arménien. Nous n'ignorons pas la complexité des enjeux géostratégiques dans cette région pivot. Mais aucune précaution diplomatique ne saurait justifier que la souveraineté arménienne soit amputée, sous la pression de l'Azerbaïdjan et de son protecteur turc. La communauté internationale ne doit pas seulement remplir ses devoirs humanitaires, mais défendre également les droits politiques de l'Arménie.

Mais l'Arménie nous montre aussi ce que nous ne voyons plus : l'histoire des hommes est d'abord celle des civilisations. La leur est la nôtre. Car leurs racines sont les nôtres. Premier royaume chrétien,



CANDIDATE LR À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



PRÉSIDENT DU GROUPE LR AU SÉNAT



ANCIEN COMMISSAIRE EUROPÉEN

dont le gisant du dernier roi repose à la basilique de Saint-Denis, l'Arménie est notre sœur. Toujours, dans sa douloureuse histoire, c'est vers l'Europe et singulièrement vers la France qu'invariablement elle aura porté son regard et son espoir. Aussi lorsqu'en 2020 l'Azerbaïdjan, appuyé par la Turquie, a lancé son offensive sur la région du Haut-Karabakh, c'est de nouveau vers l'Europe que l'Arménie s'est tournée. Et si l'Europe a répondu à cet appel avec une certaine timidité, se réfugiant derrière la neutralité, la raison ne tient pas aux seules divergences de vues et d'intérêts entre les chancelleries européennes : cette civilisation commune qui l'unit aux Arméniens, l'Europe ne l'assume plus. Or, l'Europe n'est pas qu'un ensemble d'institutions, c'est d'abord une civilisation.

Et les civilisations sont mortelles. C'est ce message d'avertissement qu'à la suite de Paul Valéry nous lance l'Arménie : l'Europe peut disparaître de ne plus se reconnaître. En voulant s'affranchir de ses racines, elle laisse une friche que viennent labourer les semeurs de haines, à commencer par la haine islamiste. Cette même haine qui a frappé les Arméniens, à travers les

crimes commis par les mercenaires djihadistes au Haut-Karabakh, comme elle frappe déjà les Européens. C'est le même totalitarisme qui réunit ceux qui, en Arménie, voudraient réduire en cendres les monastères et les églises, avec ceux qui, en France, ont massacré le père Hamel et fait couler le sang dans la basilique de Nice. Même idéo-

logie, même totalitarisme, mêmes ennemis : Français et Arméniens, c'est dans l'adversité que nous prenons conscience de cette même civilisation qui nous unit.

Ces liens d'unité entre nos deux nations, il nous faudra les raffermir. Par une action extérieure assumant pleinement notre responsabilité dans le processus de paix au sein du groupe de Minsk comme au sein de l'Union européenne. Nous souhaitons une conférence internationale pour l'Arménie à Paris qui, au-delà de la sécurité et de l'économie, mobilise également l'Unesco sur la protection du patrimoine culturel et religieux du Haut-Karabakh. Par cette relation intérieure, aussi, qui unit dans le cœur de nos compatriotes franco-arméniens nos deux nations. Peu de peuples auront donné autant de grands Français à la France que le peuple arménien. Le hasard n'y est pour rien. La France et l'Arménie portent en elles plus que leur propre destin. Cette part d'universel qu'ensemble nous possédons, nous devons la préserver pour la grandeur de notre civilisation. Cette civilisation européenne dont l'Arménie demeure la courageuse sentinelle. ●

4. Les Nouvelles d'Arménie

28 décembre 2021

[La désarménisation de Chouchi est en marche - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

La désarménisation de Chouchi est en marche

Le 12 mai dernier, six mois après avoir conquis la ville de Chouchi, Ilham Aliev présidait la cérémonie de fondation d'une nouvelle mosquée au cœur de la capitale historique de l'Artsakh.

Dans un entretien à l'agence « Azertac », l'émir de Bakou déclarait à cette occasion : « J'avais pris la décision de construire une mosquée il y a longtemps. Après la libération de Shush(a) des occupants, j'ai commencé à réfléchir à l'architecture de cette mosquée ... Enfin, une idée m'est venue à l'esprit. Cette mosquée et son architecture devaient être symboliques. Par conséquent, j'ai suggéré que la forme de la mosquée reflète le chiffre « 8 » parce que nous avons libéré Shusha des occupants le 8 novembre, et le 8 novembre est officiellement le jour de la victoire en Azerbaïdjan. Les deux minarets de la mosquée devraient refléter le chiffre « 11 », car c'est au onzième mois que Choucha et le Karabakh ont été complètement libérés de l'occupation ». Aliev était accompagné lors du voyage de son épouse et vice-présidente Mehriban Aliyeva et de deux de leurs filles.

La semaine suivante, le Défenseur des droits de la République d'Artsakh dénonçait le travestissement par les Azéris de la cathédrale du Saint Sauveur-de-Tous de Chouchi, en publiant une photo du sanctuaire entouré d'échafaudages et désormais privé de son tambour typique de l'architecture arménienne. Dans la foulée, l'édifice a été offert à l'Église orthodoxe russe.

C'est donc la main dans la main que nos « alliés » et nos ennemis se partagent et « désarménisent » Chouchi.

5. Les Nouvelles d'Arménie

28 décembre 2021

[26 députés du Parti Démocratique du Peuple sont accusés d'« insulte à l'Etat \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

26 députés du Parti Démocratique du Peuple sont accusés d'« insulte à l'Etat turc » pour avoir appelé à la reconnaissance du génocide arménien

Le parquet général d'Ankara menace les députés du Parti Démocratique du Peuple (PDP) pro-kurde d'enquêter sur les appels lancés au gouvernement turc pour qu'il reconnaisse le génocide arménien.

26 députés du Parti Démocratique du Peuple sont accusés d'« *insulte à l'Etat turc* » en vertu de l'article 301 du Code pénal turc, en raison d'une déclaration faite le 24 avril, jour de commémoration des victimes du génocide arménien, rapporte Ahval faisant référence au site T24 News.

Lors d'une réunion du Conseil exécutif central le 24 avril, le Parti Démocratique du Peuple a appelé la Turquie à reconnaître le meurtre de 1,5 million d'Arméniens dans l'Empire ottoman comme un génocide, ce qui a provoqué une réaction furieuse d'Ankara.

Selon T24, les politiciens du Parti Démocratique du Peuple feront l'objet d'une enquête si l'enquête est approuvée par le ministère turc de la Justice. Les députés PDP sont accusés d'avoir « *insulté la nation turque et la République turque* » rapporte T24, faisant référence au protocole du procès.

6. Les Nouvelles d'Arménie

28 décembre 2021

[Nous espérons qu'en 2022, il sera possible de créer un environnement \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Nous espérons qu'en 2022, il sera possible de créer un environnement complètement nouveau en Arménie et en Artsakh affirme Nikol Pachinian

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a participé à une réception organisée à la Banque Centrale d'Arménie à l'occasion du Nouvel An et de la Nativité arménienne. Nikol Pachinian a félicité les employés de la Banque Centrale d'Arménie pour les prochaines vacances et leur a souhaité du succès.

Ci-dessous son discours communiqué à Armenpress par le bureau du Premier ministre arménien :

« Cher Président de la Banque Centrale,

Distingués représentants du pouvoir exécutif et du système bancaire,

Notre économie a traversé des moments très difficiles, j'espère que nous pouvons déjà le dire, car l'épidémie de coronavirus a frappé 2020, ce qui a été un coup dur pour le système financier et économique, suivi du deuxième coup sous forme de guerre, puis le troisième coup - la crise politique interne. Nous devons dire que pendant tout ce temps, le système bancaire de la République d'Arménie, qui avait auparavant pu résister à de graves épreuves, a également réussi ce test - c'est extrêmement important non seulement pour la stabilité économique, mais aussi politique et psychologique.

À cet égard, je pense que nous devons exprimer notre gratitude au système bancaire de l'Arménie, à la Banque Centrale pour sa politique en ces temps difficiles. Après tout, après la guerre et après le coronavirus nous avons besoin d'une grande ressource de résistance, d'un sérieux professionnalisme afin de pouvoir maintenir la situation stable que nous avons. Surtout compte tenu du prochain défi qui est venu après l'épidémie de coronavirus, le défi mondial de l'inflation se poursuit à ce jour.

Contrairement aux systèmes bancaires d'autres pays, notre système bancaire a subi des chocs doubles, triples. On peut affirmer que le système bancaire n'est pas seulement un partenaire très important pour le gouvernement, mais aussi un indicateur, car les économies modernes, en particulier le système bancaire, expriment des humeurs, et dans de nombreux cas, c'est une ligne directrice pour le gouvernement de élaborer et mettre en œuvre des politiques.

Je pense que le dialogue qui existe entre le gouvernement et la Banque centrale est très important en termes d'élaboration et de mise en œuvre de nos stratégies futures. Oui, il doit admettre que, comme dans de nombreux pays, dans de nombreux cas en Arménie, il y a une tentative de créer certaines humeurs négatives autour du système bancaire, car il est clair que les gens prennent toujours de l'argent avec plaisir, mais le rendre n'est pas toujours un processus agréable. , principalement en raison des taux d'intérêt.

J'ai récemment eu l'occasion de le dire lors d'une discussion sur les systèmes bancaires. En fait, le monde moderne est un monde créé par les banques, cela doit être enregistré avec tous ses inconvénients et avantages. Il existe de nombreux projets qui caractérisent la civilisation moderne, qui grandissent, évoluent, changent le monde à pas de géant. Il est à noter que ces méga-projets ne pourraient pas exister dans le monde si le système bancaire n'existait pas.

Nous avons également constaté de tels effets en Arménie, mais j'espère que nous serons en mesure de mettre en œuvre un programme de coopération entre les systèmes politique, économique et financier, qui permettra de faire de l'Arménie un pays répondant à toutes les normes modernes. À cet égard, j'utilise l'agenda adopté par le gouvernement pour ouvrir une ère de développement pacifique pour l'Arménie et la région, qui, je dois le dire, est clarifié par les signaux de l'économie et du système bancaire, qui ne sont souvent pas exprimés sous forme de textes , mais sous forme de nombres, de signes numériques, de statistiques.

Dans ce contexte, je souhaite que le lien entre nos politiques gouvernementales et le système financier et économique soit plus organique, car ce système est l'indicateur le plus sensible qui détecte les risques le plus tôt, voit les opportunités le plus tôt, ce qui aide le gouvernement pour être plus efficace.

Encore une fois, je tiens à vous remercier pour la résistance que nous avons montrée au cours des deux dernières années. J'espère qu'au niveau national, national, nous pourrons enfin surmonter cette situation de survie, de procrastination, ou de réflexion à court terme, de « sortir d'un développement stratégique long », stable, pacifique. À cet égard, bien sûr, le rôle du système bancaire est extrêmement difficile à surestimer. Je le répète, la Banque Centrale et le système bancaire sont des partenaires clés du gouvernement.

Pour ce qui est de surmonter les problèmes du coronavirus, la situation d'après-guerre, nous avons été dans un partenariat très étroit, j'apprécie ce partenariat.

Bonne année à vous tous et vos familles »

7.Les Nouvelles d'Arménie

27 décembre 2021

L'Azerbaïdjan soutient la normalisation de la Turquie avec l'Arménie

Le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, a déclaré, lundi, que son pays soutenait pleinement la normalisation des relations de la « Turquie sœur » avec l'Arménie.

Lors de sa conférence de presse annuelle dans la capitale, Bakou, le ministre azerbaïdjanais a ajouté que la Turquie et l'Azerbaïdjan soutiennent le développement des relations avec tous les pays du monde, conformément aux principes du droit international.

Il a expliqué que son pays soutenait pleinement la normalisation des relations de la « Turquie sœur » avec l'Arménie.

Bayramov a évoqué les déclarations de son homologue turc, Mevlut Cavusoglu, dans lesquelles il fait référence aux résultats positifs au niveau régional de la normalisation des relations entre Ankara et Erevan.

Le ministre azerbaïdjanais a fait savoir que la normalisation de la Turquie avec l'Arménie servirait également les intérêts communs d'Ankara et de Bakou.

Il y a quelques jours, le ministre turc des Affaires étrangères a annoncé qu'Ankara avait pris des mesures pour instaurer la confiance dans le cadre des relations turco-arméniennes, dans le but de stabiliser la région.

La Turquie et l'Arménie avaient annoncé plus tôt, la nomination d'envoyés spéciaux pour normaliser leurs relations.

8.Les Nouvelles d'Arménie

27 décembre 2021

[Jeyhun Bayramov a présenté la vision de l'Azerbaïdjan au processus de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Jeyhun Bayramov a présenté la vision de l'Azerbaïdjan au processus de démarcation des frontières arméno-azéries

Le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Jeyhun Bayramov a présenté les approches de l'Azerbaïdjan au processus de délimitation des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

« Bakou et Erévan devraient lancer le processus de démarcation de la frontière sans conditions préalables. La détermination des frontières est l'une des

questions les plus importantes à l'ordre du jour. L'Azerbaïdjan et l'Arménie n'ont pas commencé à se démarquer depuis près de 30 ans après leur indépendance. Ce n'est pas normal » a déclaré le ministre azéri des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse sur le bilan de l'année.

« La nouvelle situation, les nouvelles réalités ont créé une opportunité pour une décision civilisée à la frontière » dit J. Bayramov et a appelé à plusieurs reprises l'Azerbaïdjan à travailler dans cette direction. « Le document faisant suite à la réunion de Sotchi le 26 novembre reflète pour la première fois la nécessité de la démarrer. Cela a été annoncé en mai de cette année. En réponse, la partie azérie a accepté de créer un groupe de travail, mais l'Arménie a ensuite proposé des initiatives inacceptables pour l'Azerbaïdjan » a-t-il déclaré.

J. Bayramov a souligné que l'Azerbaïdjan est prête à commencer à délimiter la frontière avec l'Arménie.

Krikor Amirzayan

9.Les Nouvelles d'Arménie

26 décembre 2021

[Seules les autorités de la République d'Artsakh sont autorisées à parler au \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Seules les autorités de la République d'Artsakh sont autorisées à parler au nom de la population de l'Artsakh affirme le président Arayik Harutyunyan

Le président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan, a fait une déclaration, faisant référence à la conférence de presse en ligne du 24 décembre du Premier ministre de la RA Nikol Pachinian. Stepanakert met ainsi le Premier ministre arménien

dans une situation quelque peu délicate...

Arayik Harutyunyan affirme que « *La pleine reconnaissance du droit des Arméniens de l'Artsakh à l'autodétermination n'est pas sujette à réserve et concession, les propriétaires exclusifs de cette question sont les Arméniens de l'Artsakh. Par conséquent, seules les autorités de la République de l'Artsakh sont autorisées à parler au nom du peuple d'Artsakh* ». Le président de l'Artsakh continue « *L'objectif de la reconnaissance internationale de l'indépendance de la République de l'Artsakh est notre principale ligne directrice, aucun gouvernement ne peut se permettre d'y déroger. Par conséquent, le peuple et les autorités de l'Artsakh n'accepteront jamais et de quelque manière que ce soit un statut en Azerbaïdjan jusqu'à ce que notre objectif soit atteint (...) Non seulement en termes de statut, mais aussi en termes de démographie, il ne peut y avoir de retour dans le passé. De quel genre de coexistence s'agit-il, si l'Azerbaïdjan continue à nourrir sa société d'anti-arménienne, pour se préparer non pas à la paix, mais à l'expulsion des Arméniens d'Artsakh ? Bien sûr, nous sommes favorables à un règlement pacifique du conflit, nous sommes prêts à faire des efforts dans ce sens, mais les droits vitaux, les intérêts et les revendications de notre peuple ne sont pas négociables* ».

Arayik Harutyunyan continue « *L'intégrité territoriale de la République de l'Artsakh doit être restaurée au moins dans les territoires où en 1991 la République de l'Artsakh était proclamée. Par conséquent, nos territoires occupés doivent être désoccupés, leurs habitants doivent pouvoir rentrer chez eux* ».

Et de poursuivre « *Quant à la sécurité de l'Artsakh, nous poursuivrons nos efforts pour renforcer les capacités de l'armée de défense, et les troupes russes de maintien de la paix doivent rester en Artsakh de façon permanente et indéfinie jusqu'au règlement définitif et juste du conflit et à la fourniture de services internationaux supplémentaires garanties de sécurité* ».

Arayik Harutyunyan met en garde les autorités d'Erévan en affirmant « *Sans se référer aux détails du processus de négociation dans le passé, il convient simplement de noter que le moment est beaucoup plus responsable et décisif que jamais. Par conséquent, nous n'avons pas le droit de faire des erreurs, sinon ces erreurs peuvent être fatales pour l'Artsakh et Mère Arménie (...) si un Arménien veut soutenir l'Artsakh, il doit prendre en compte la volonté et les objectifs des Arméniens de l'Artsakh, sinon ils ne devraient tout simplement pas interférer* ».

Enfin le Président de la République de l'Artsakh indique que « *Toutes les*

autorités sont temporaires, mais nos objectifs et nos positions doivent être fermement maintenues. L'unité autour de nos valeurs et objectifs nationaux est importante et, comme je l'ai mentionné, la ligne directrice de chaque Arménien et du gouvernement dans le règlement du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabakh doit être la volonté et les objectifs des Arméniens d'Artsakh. L'Artsakh est arménien depuis des milliers d'années et le restera, les Arméniens de l'Artsakh ont suffisamment de volonté et de patience stratégique pour continuer cette lutte. Indépendamment de la volonté et de l'opinion de quiconque, je suis convaincu que les Arméniens de l'Artsakh poursuivront leur juste lutte pour la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Artsakh et la protection de la patrie ». Source Armtimes.

Krikor Amirzayan

10.Les Nouvelles d'Arménie

27 décembre 2021

[Tensions entre les autorités d'Arménie et d'Artsakh - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Tensions entre les autorités d'Arménie et d'Artsakh

La dernière conférence presse de Nikol PachinIan sur facebook du 24 décembre provoque visiblement de très vives réactions en Artsakh.

Le 26 décembre, le service de presse du parlement d'Artsakh a annoncé la tenue d'une séance extraordinaire le 27 décembre en ces termes : « Le 26 décembre, la commission permanente des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh a convoqué une séance extraordinaire. Elle a été présidée par Marcel Petrosyan, le Vice-président de la commission. A l'ordre du jour : les dangers et défis menaçant la souveraineté de la République d'Artsakh. La cause du débat était le texte de la déclaration de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan. Après les échanges des points de vue et des positions des groupes

représentés au parlement artsakhiote, un projet de déclaration a été mis aux voix et approuvé par la commission. Ce texte sera soumis à la discussion de la séance extraordinaire de l'Assemblée nationale qui se tiendra le 27 décembre à 11h00 ».

Le même jour, Arayk Haroutunyan, Président de la République d'Artsakh, s'exprimait également via Facebook. Ci-dessous, le texte de son intervention.

« Chers compatriotes,

Me référant aux récentes déclarations du Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pachinyan sur le conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabakh et nos préoccupations, en particulier parmi les Arméniens d'Artsakh, je voudrais souligner quelques points-clés, que j'ai déjà mentionnés à plusieurs reprises dans divers messages et déclarations.

1- La pleine reconnaissance du droit des Arméniens d'Artsakh à l'autodétermination n'est sujette à aucune réserve ni à aucune concession. Les décideurs exclusifs de cette question sont les Arméniens d'Artsakh. Par conséquent, seules les autorités de la République d'Artsakh sont autorisées à parler au nom du peuple d'Artsakh.

2- L'objectif de la reconnaissance internationale de l'indépendance de la République d'Artsakh est notre ligne directrice principale. Aucun gouvernement ne peut se permettre d'y déroger. Par conséquent, le peuple et les autorités de l'Artsakh n'accepteront jamais un quelconque statut au sein de l'Azerbaïdjan jusqu'à ce que notre objectif soit atteint.

3- Non seulement en termes de statut, mais aussi en termes de démographie, il ne peut y avoir de retour au passé. De quel genre de coexistence s'agirait-il, si l'Azerbaïdjan continue de nourrir d'arménophobie sa société, pour se préparer non à la paix, mais à l'éradication des Arméniens d'Artsakh ? Nous sommes évidemment favorables à un règlement pacifique du conflit et nous sommes prêts à faire des efforts dans ce sens. Mais les droits vitaux, les intérêts et les revendications de notre peuple ne sont pas négociables.

4- L'intégrité territoriale de la République d'Artsakh doit être restaurée au minimum dans les territoires où la République d'Artsakh a été proclamée en 1991. Par conséquent, nos territoires occupés doivent être évacués, leurs habitants doivent pouvoir rentrer chez eux.

5- Concernant la sécurité de l'Artsakh, nous poursuivrons nos efforts pour renforcer les capacités de l'Armée de défense. Les troupes russes de maintien de la paix doivent rester en Artsakh de façon permanente et indéfinie jusqu'au règlement définitif et juste du conflit et l'instauration de garanties internationales complémentaires de sécurité.

6- Sans nous référer aux détails du processus de négociation qui a eu lieu dans le passé, il convient simplement de noter que le moment est plus grave et plus décisif que jamais. Par conséquent, nous n'avons pas le droit de commettre d'erreurs. Dans le cas contraire, ces erreurs pourraient être fatales pour l'Artsakh et la Mère-Patrie.

7- Tout Arménien qui souhaite soutenir l'Artsakh doit tenir compte de la volonté et des objectifs des Arméniens d'Artsakh. Dans le cas contraire, il lui reviendra tout simplement de ne pas interférer [dans les processus].

8- Tous les pouvoirs sont temporaires, mais nos objectifs et nos positions doivent être fermement maintenus. L'unité autour de nos valeurs et de nos objectifs nationaux est importante et, comme je l'ai mentionné, la volonté et les objectifs des Arméniens d'Artsakh doivent guider chaque Arménien et le gouvernement dans le règlement du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabakh.

L'Artsakh est arménien depuis des millénaires et le restera. Les Arméniens d'Artsakh ont suffisamment de volonté et une stratégie basée sur la patience pour poursuivre cette lutte. Indépendamment des désirs et de l'avis de quiconque, je suis convaincu que les Arméniens d'Artsakh poursuivront leur juste lutte pour la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Artsakh et la défense de la patrie ».

De leur côté, Armand Tatoyan et Kéram Sdépanyan, Défenseurs des Droits des Républiques d'Arménie et d'Artsakh ont publié un texte commun dans lequel ils déclarent : « La paix est une valeur absolue pour les Défenseurs des Droits d'Arménie et d'Artsakh. Mais la paix annoncée par les autorités azerbaïdjanaises est un leurre. Elle n'a qu'un but, se présenter au monde en tant que telle, en cachant son véritable visage sous un masque de mensonges ». Ils déclarent également que « Les entreprises du Premier ministre de la République d'Arménie contreviennent fondamentalement aux autres droits vitaux, à la vie et à la sécurité des Arméniens d'Artsakh »

11. Les Nouvelles d'Arménie

27 décembre 2021

[Pachinian espère un accord « de compromis » avec Aliev - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Pachinian espère un accord « de compromis » avec Aliev

Le Premier ministre Nikol Pachinian a exprimé, vendredi 24 décembre, l'espoir que lui et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev aplanissent leurs divergences sur le statut d'une autoroute qui relierait l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan en passant par l'Arménie.

Pachinian a confirmé qu'ils n'étaient pas parvenus à un accord sur cette question lors de leurs deux réunions tenues à Bruxelles la semaine dernière.

L'une de ces réunions, organisée par le président du Conseil européen Charles Michel, a duré plus de quatre heures. M. Michel a déclaré par la suite que les deux dirigeants s'étaient engagés à désamorcer les tensions à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et à rétablir les liaisons ferroviaires entre leurs pays. Il a toutefois admis qu'ils n'étaient toujours pas d'accord sur la liaison routière entre le Nakhitchevan et Bakou.

S'exprimant quelques heures avant la réunion du 14 décembre, M. Aliev a déclaré que les personnes et les marchandises passant par le « corridor de Zangezur » devaient être exemptées des contrôles frontaliers arméniens. M. Pachinian a rapidement rejeté cette demande.

Vendredi, M. Pachinian a déclaré que la « ligne rouge » d'Erevan sur cette question n'avait pas changé à la suite des discussions de Bruxelles.

« Notre position fondamentale à l'égard des autoroutes reste la même », a-t-il

déclaré lors d'une conférence de presse virtuelle. « À Bruxelles, le président de l'Azerbaïdjan et moi-même avons essayé d'entrer dans les détails et de comprendre la raison pour laquelle nous exprimons des positions [différentes] aussi différentes, car les positions prises publiquement ne sont que la partie visible de l'iceberg. »

« Lorsque nous sommes entrés dans les détails (...), j'ai vu une opportunité de trouver certaines solutions par lesquelles à la fois nos positions et les questions purement pratiques soulevées par l'Azerbaïdjan pourraient être résolues », a-t-il déclaré. « Mais nous n'avons pas d'accord sur ce point ».

« C'est juste qu'après cette réunion, j'ai vu certaines opportunités et nous devrions essayer d'utiliser ces opportunités afin que nous trouvions une véritable solution de compromis à cette question, qui ne franchirait pas la ligne rouge concernant les autoroutes que j'ai déjà mentionnées », a ajouté Pachinian. Il n'a rien dit sur les paramètres possibles de ce compromis.

Aliev a qualifié la réunion du 14 décembre de « productive » avant de rencontrer à nouveau Pachinian le 15 décembre.

Aliev, M. Pachinian et le président russe Vladimir Poutine ont fait état de progrès majeurs vers l'ouverture des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan après avoir tenu des discussions dans la ville russe de Sotchi le 26 novembre. M. Poutine a déclaré qu'un groupe de travail russo-arménien-azerbaïdjanais formaliserait leurs accords dans les jours à venir.

Toutefois, le groupe de travail n'a annoncé aucun accord après s'être réuni à Moscou le 1^{er} décembre. Le 6 décembre, Aliev a renouvelé ses menaces d'ouvrir par la force un « corridor » terrestre vers le Nakhitchevan. Erevan a condamné ces menaces et a déclaré qu'elles allaient à l'encontre de ce qui avait été convenu à Sotchi.

MM. Aliev et Pachinian ont tous deux confirmé leur participation à un sommet des États ex-soviétiques qui se tiendra à Saint-Pétersbourg le 28 décembre. Le premier ministre arménien a déclaré qu'il comptait s'entretenir avec M. Aliev en marge de ce sommet.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

12. Les Nouvelles d'Arménie

28 décembre 2021

[La normalisation entre l'Arménie et la Turquie détruira la communauté \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La normalisation entre l'Arménie et la Turquie détruira la communauté arménienne des États-Unis, selon le porte-parole d'Erdogan

Le processus actuel de normalisation entre l'Arménie et la Turquie va détruire la communauté arménienne des États-Unis, a déclaré Ibrahim Kalin, le porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Kalin a fait ces remarques lors d'une réunion avec des Turco-Américains à Chicago, a rapporté lundi l'agence de presse Anadolu.

Kalin a déclaré que le lobby arménien aux États-Unis a fait des sentiments anti-turcs une partie de son identité.

« Un processus complètement différent se déroule actuellement dans le Caucase, et la base sur laquelle cette diaspora a formulé tous ses arguments est sur le point de s'effondrer », a déclaré Kalin.

« Un processus complètement différent est en train de se dérouler dans le Caucase maintenant, la base sur laquelle cette diaspora a construit tous ses arguments est sur le point de s'effondrer. En d'autres termes, le conflit entre l'Arménie et la Turquie ou le conflit arméno-turc dans le Caucase touche à sa fin. » Avec la libération du Karabagh et la réintégration de cette région dans l'Azerbaïdjan, une nouvelle page de l'histoire s'est ouverte », a déclaré Kalin. » Le conflit entre l'Arménie et la Turquie, ou le conflit arméno-turc dans le Caucase, touche à sa fin. Avec la libération du Karabagh et la réintégration de cette région

dans l'Azerbaïdjan, une nouvelle page de l'histoire s'est ouverte." a proclamé Kalin.

Le porte-parole de la présidence turque a déclaré que personne n'avait d'autres attentes à cet égard, et qu'Ankara et Erevan prenaient des mesures réciproques pour normaliser leurs relations.

Dans le même temps, M. Kalin a déclaré que l'Arménie était le principal bénéficiaire de ce processus.

« La normalisation des relations avec la Turquie apportera beaucoup à l'Arménie, un pays enclavé, économiquement faible et pupille de la Russie, tant sur le plan politique qu'économique », a déclaré M. Kalin.

13.Les Nouvelles d'Arménie

27 décembre 2021

[A propos des dangers et défis menaçant la souveraineté et la subjectivité de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

A propos des dangers et défis menaçant la souveraineté et la subjectivité de la République d'Artsakh

Tout au long des annales du conflit du Karabakh, des déclarations ont régulièrement circulé déformant la nature de la question, compliquant et complexifiant le processus d'un règlement global et définitif du conflit. Nous considérons comme inadmissible toute déclaration faite par des personnalités de toute force politique qui remet en cause la subjectivité de l'Artsakh, qui conteste ou amoindrit les perspectives de son avenir arménien.

Il est surprenant que la dernière déclaration de ce type ait été faite par le Premier ministre de la République d'Arménie le 24 décembre, alors qu'il répondait aux questions des représentants des médias et des organisations non

gouvernementales. Le sort de l'Artsakh n'est pas et ne sera pas le monopole d'une force politique.

Exprimant l'opinion et la position des cercles publics et politiques de la République d'Artsakh, nous exprimons notre désaccord et notre indignation face à un certain nombre de déclarations et d'idées nuisibles et dangereuses exprimées au cours de cet entretien.

Il est inquiétant de voir que malgré les résultats de la lutte de libération nationale dans le contexte du « Mouvement du Karabakh » de 1988, des déclarations sont faites qui remettent en question l'existence de la République du Haut-Karabakh (Artsakh), proclamée en pleine conformité avec les normes du droit international le 2 septembre 1991, ainsi que sa lutte permanente pour une reconnaissance internationale.

Dans ce contexte, tout au long du processus des négociations des années passées, les fondements juridico-politiques des parties arméniennes, la préservation de nos intérêts nationaux ne s'opposaient en rien aux positions des structures et des médiateurs internationaux. Le fait que le statut du Haut-Karabakh n'ait jamais été éludé dans les précédentes propositions des médiateurs est également confirmé par les éclaircissements apportés par les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE.

Les spéculations sur un changement possible des options de travail discutées au cours des dernières années dans le processus de négociation ainsi que du format des négociations sont à la fois inquiétantes et dangereuses.

Nous considérons inacceptables les déclarations qui remettent en cause le caractère arménien de l'Artsakh et évoquent la possibilité de la présence d'éléments étrangers, ce qui constitue un acte condamnable et une offense à la mémoire des milliers d'Arméniens qui ont sacrifié leur vie pour la liberté et l'indépendance de l'Artsakh.

Nous inclinant devant tous les martyrs de la lutte pour la survie de l'Artsakh, nous exprimons également notre gratitude à tous les Arméniens, en particulier à nos compatriotes de la République d'Arménie, pour avoir soutenu l'Artsakh, en partageant ses souffrances et ses privations.

Sur la base des relations fraternelles entre les deux républiques arméniennes,

depuis de nombreuses années et de manière ininterrompue, a été appliquée la décision adoptée par le Conseil suprême de la République d'Arménie le 8 juillet 1992 définissant clairement la position de la République d'Arménie, membre à part entière de la communauté internationale, envers la République d'Artsakh, qui aspire à une reconnaissance internationale. Par cette décision, la République d'Arménie s'engage à « soutenir systématiquement la République du Haut-Karabakh et la préservation des droits de sa population ».

Il y est également stipulé que « tout document international ou national dans lequel la République du Haut-Karabakh est mentionnée comme faisant partie de l'Azerbaïdjan est considéré comme irrecevable pour la République d'Arménie ». Cette formule demeure toujours d'actualité.

Réaffirmant la position du peuple et des autorités de la République d'Artsakh sur la question de la souveraineté et de l'indépendance de la République d'Artsakh, l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh, déclare qu'il est inacceptable de prendre quelque position que ce soit sans prendre en compte la position des autorités de l'Artsakh.

Stepanakert le 27 Décembre 2021

Traduction, Sahag Sukiasyan

Սահակ Սուքիասյան

14.Les Nouvelles d'Arménie

28 décembre 2021

[Les observateurs des droits de l'homme de l'Arménie et de l'Artsakh \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les observateurs des droits de l'homme de l'Arménie et de l'Artsakh s'inquiètent des déclarations de Pachinian

Les déclarations qu'a faites le premier ministre d'Arménie durant sa dernière conférence de presse sont extrêmement dangereuses pour les droits vitaux des Arméniens de l'Artsakh et s'interposent dans les efforts visant à empêcher la politique génocidaire de l'Azerbaïdjan. Les défenseurs des droits de l'homme de

l'Arménie et de l'Artsakh, Arman Tatoyan et Gegham Stepanyan, l'ont fait savoir lundi dans un communiqué publié en réaction aux propos controversés tenus par Pachinian le 24 décembre. "Les approches exprimées lors de la conférence de presse du premier ministre d'Arménie le 24 décembre contredisent totalement les droits naturels des Arméniens de l'Artsakh à vivre en sécurité et créent un climat propice aux violations de l'Azerbaïdjan. Ces approches sapent fondamentalement le droit naturel à l'auto-détermination, poursuit le communiqué, qui reproche à Pachinian d'avoir tiré un trait sur les exactions dont ont été victimes les Arméniens du Karabagh sous le joug azéri. Des exactions dont la guerre de 2020 a montré qu'elles n'appartenaient pas au passé, les forces azéries ayant procédé à un nettoyage ethnique dans les régions reprises aux Arméniens et continuent leurs exactions, en violant les droits du peuple de l'Artsakh, tuant des civils et profanant des lieux de culture ou religieux.

15.Nor Haratch

25 décembre 2021

[Pachinian espère un compromis concernant la route reliant l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan \(norharatch.com\)](https://www.norharatch.com)

Pachinian espère un compromis concernant la route reliant l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan

Le Premier ministre Nikol Pachinian a exprimé vendredi l'espoir que lui et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev aplaniraient leurs différends sur le statut de la route censée relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan.

Pachinian a confirmé qu'ils n'étaient pas parvenus à un accord sur la question lors de leurs deux réunions tenues à Bruxelles la semaine dernière.

L'une de ces réunions a été animée par le président du Conseil européen Charles Michel et a duré plus de quatre heures. Michel a déclaré par la suite que les deux

dirigeants s'étaient engagés à désamorcer les tensions à la frontière arméno-azerbaïdjanaise et à rétablir les liaisons ferroviaires entre leurs pays. Mais il a admis qu'ils étaient toujours en désaccord sur la liaison routière du Nakhitchevan.

Pachinian a déclaré vendredi que la position d'Erevan sur la question n'avait pas changé à la suite des pourparlers de Bruxelles.

« Notre position fondamentale concernant les autoroutes reste la même », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse virtuelle. « À Bruxelles, le président azerbaïdjanais et moi avons essayé d'entrer dans les détails et de comprendre la raison pour laquelle nous exprimons des positions si [différentes] parce que les positions prises publiquement ne sont que la partie visible de l'iceberg. Lorsque nous sommes entrés dans les détails, j'ai vu une opportunité de trouver des solutions permettant de résoudre à la fois nos positions et les problèmes purement pratiques soulevés par l'Azerbaïdjan. Mais nous n'avons pas d'accord sur ce point. »

Aliev et Pachinian ont tous deux confirmé leur participation à un sommet des États ex-soviétiques qui aura lieu à Saint-Pétersbourg le 28 décembre. Le Premier ministre arménien a déclaré qu'il comptait s'entretenir avec Aliev en marge du sommet.

16.Le Courrier d'Erevan

27 décembre 2021

Le gouvernement arménien va restaurer la forteresse de Lori Berd, l'église russe et des temples oubliés

Le gouvernement arménien va restaurer la forteresse de Lori Berd, près de la ville de Stepanavan. C'est ce qu'indique le programme 2022 de

restauration des monuments architecturaux, qui a été présenté lors d'une réunion du gouvernement par le ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports, Vahram Dumanyan.

Une partie de la forteresse sera fouillée, tandis que l'autre partie verra ses murs restaurés. En outre, un projet sera élaboré pour la restauration de l'église russe de Saint-Nicolas le Merveilleux dans le village d'Amrakits (Nikolaevka), également près de Stepanavan.

Une colonie cosaque s'est établie ici dans les années 1840, et l'église a été construite en 1846. La structure a subi des dommages après le tremblement de terre de 1988. La visite du temple est devenue dangereuse, il a donc été fermé. Aujourd'hui, en plus de la restauration de l'église elle-même, les autorités prévoient également d'améliorer les zones environnantes. En outre, des églises et des forteresses peu connues mais importantes en Arménie seront restaurées. En particulier, la restauration du complexe monastique de Srveg, datant du XIIIe siècle, près de la ville d'Ijevan, et de la forteresse de Tavush, près de la ville de Berd, va commencer. Enfin, un meuble spécial sera acheté pour conserver une chaussure en cuir vieille de 5 500 ans, découverte en 2010 lors de fouilles dans la grotte d'Areni.

Quant à la restauration, elle doit être effectuée partout, a déclaré le Premier ministre Nikol Pachinian, notant que les églises et autres monuments situés dans les villes ou le long des routes principales sont en relativement bon état. Mais il existe des chefs-d'œuvre architecturaux d'une grande importance culturelle et spirituelle qui ont besoin d'être restaurés et qui sont situés loin des villes.

« Nous avons discuté avec Echmiadzin à ce sujet et nous voulons lancer un programme commun. Les églises seront reconstruites grâce aux efforts de l'église et des bienfaiteurs et avec le soutien de l'État. Nous construirons également des routes vers les temples. Ce n'est pas seulement important pour les touristes. Connaître notre histoire et voir ses monuments est important pour toute notre société », a ajouté le Premier ministre arménien.

Environ 128 millions de drams (soit environ 260 000 dollars USA) seront alloués au programme de restauration en 2022.

17.Yerkir Europe

25 décembre 2021

[Karabakh : Une terre arménienne millénaire - La Cité Antique de Tigranakert d'Artsakh \(yerkir.eu\)](http://yerkir.eu)

KARABAGH : UNE TERRE ARMÉNIENNE MILLÉNAIRE - LA CITÉ ANTIQUE DE TIGRANAKERT D'ARTSAKH

Depuis quelques jours, on voit la propagande de l'Azerbaïdjan se servir des fêtes de Noël pour affirmer que les églises en Artsakh ne sont pas Arméniennes mais « Albanaises du Caucase ».

Malheureusement pour eux, bien avant la christianisation de cette région, la présence arménienne était attestée et ce depuis le début de l'antiquité comme le prouve la découverte de la cité de Tigranakert d'Artsakh dans la région d'Aghdam.

Voici l'article qui prouve et met en évidence les différentes périodes arméniennes (âge de bronze, antique, médiévale et contemporaine) de cette région. Depuis la capitulation du 9 novembre 2020, le site de la cité antique de Tigranakert d'Artsakh a été donné à l'Azerbaïdjan, on ne peut que craindre une destruction de ce site archéologique.

Petit message perso à tous ceux qui trouvent que je suis trop « pessimiste » et pas assez « positif » dans mes déclarations.

Lorsque nous nous sommes adressés en 2005, entre autres, aux structures et Arménouches de France pour nous aider à concrétiser ce projet de fouilles archéologiques nous avons été confrontés à un mur.

Les arguments pour se défausser étaient les mêmes que nous entendions depuis une dizaine d'année quand nous argumentions sur la consolidation et la sécurisation des frontières de l'Arménie et de l'Artsakh par le repeuplement et le développement agro-économique : « Nous avons gagné la guerre du Karabagh, c'est fini » ; « Les azéris sont des peureux et n'auront pas le courage de se faire tuer pour reprendre le Karabakh » ; « La Russie et l'Iran nous protégeront » ; « Le Karabagh est imprenable » ; « nous avons d'autres priorités » etc.

Un excès de positivisme confortable qui permettait surtout de se défaire de ses propres responsabilités à agir concrètement pour l'avenir des territoires souverains arméniens. Être positif ou négatif ne sont que des dispositions de l'esprit qui définissent une attitude alors que nous prônions des actions concrètes basées sur des faits et une analyse comme ces fouilles archéologiques de Tigranakert d'Artsakh.

Depuis une vingtaine d'année, une variante s'est même développée en France, le « pnq-itivisme » : la marchandisation de la mémoire du génocide comme référence ultime et unique. Non pas pour l'horreur et la destruction de l'entité politique et territoriale de la nation arménienne - dont la "guerre des 44 jours" est une continuité - mais parce qu'elle est devenue le référent identitaire en France qui permet de se distinguer en société et de s'affirmer dans la sphère publique française. Une rente mémorielle qui sert de fonds de commerce pour faire un calendrier de l'avant de commémorations municipales franco-françaises.

En cela, cette victimisation mémorielle du génocide devient quelque chose de « pnq-itif » car cela permet de se singulariser en France tout en masquant l'acculturation et l'assimilation. L'Arménie, l'Artsakh, l'Arménie Occidentale... tout cela étant accessoire et secondaire. Ce « pnq-itivisme » permettant de se dégager de toutes responsabilités vis-à-vis des territoires arméniens pour prioriser et vivre son « armenité » dans une bulle spacio-mémorielle.

Résultat on rame aujourd'hui à contre-sens car on a tout perdu alors que nous avions 26 ans pour consolider nos acquis et que durant deux décennies nous avions la maîtrise du terrain et de la situation.

Cette stratégie de victimisation mémorielle du génocide de 1915 en France n'a servi strictement en rien la protection des Arméniens et de l'Artsakh. La même logique panturque de 1915 a pu se reproduire durant la "guerre des 44 jours" sans que quiconque bouge un doigt pour nous venir en aide.
